

## La fin de la domination du PPE et des sociaux-démocrates

La droite modérée et les sociaux-démocrates ont perdu leur domination sur le Parlement européen. Mais les nationalistes et populistes n'ont pas atteint les chiffres nécessaires pour bloquer l'assemblée.

### JUREK KUCZKIEWICZ

Comme l'annonçaient tous les sondages depuis longtemps, les élections européennes qui se sont achevées ce dimanche ont sonné le glas de la domination sur la construction européenne des deux forces qui en ont été les artisans historiques : la démocratie chrétienne, devenue sous le nom de Parti populaire européen (PPE) une grande force conservatrice modérée et la première du continent, et la social-démocratie. A elles deux, ces deux forces n'atteindraient plus que 324 sièges, loin des 376 correspondant à la majorité absolue.

### Loi du tsunami

Cette chute attendue est-elle due au « tsunami national-populiste » qu'on avait tellement annoncé ? On est très loin du tsunami. Ces mouvements, qui étaient organisés au travers de deux groupes distincts, ENL (extrême droite) et EFDD (populistes, dont le parti de Nigel Farage et le Mouvement 5 Etoiles italien), et des non-inscrits, progresseraient globalement de 99 à 121 sièges, ce qui représente, il est vrai, un gain de 20 %. Mais ils restent très loin d'un niveau où ils pourraient bloquer voire même freiner les travaux du Parlement, l'élection du président de la prochaine Commission européenne et l'approbation de l'ensemble de la Commission en octobre prochain.

Cette chute attendue est-elle due au « tsunami national-populiste » qu'on avait tellement annoncé ? On est très

loin du tsunami

Et n'en déplaise aux oiseaux de mauvaise augure qui assuraient de l'arrivée d'une déferlante noire ou brune, ce sont les gains des familles écologiste et libérale qui expliquent aussi l'abaissement de l'étiage du PPE et du S&D. Toujours selon les projections basées sur des résultats très préliminaires ou des sorties des urnes, la nouvelle alliance libéralo-macronienne, dont la création a d'ailleurs été confirmée par le chef du groupe ALDE Guy Verhofstadt, était créditée à l'heure de boucler cette édition à 102 sièges, contre 68 dans l'assemblée sortante. Une progression qui est générée pour moitié par la liste Renaissance du président Emmanuel Macron. Guy Verhofstadt voyait surtout les raisons de se réjouir de ce résultat du nouvel allié français, même si la liste dirigée par Nathalie Loiseau rate le pari et l'objectif existentiel que lui avait fixé Macron, qui était de battre le Rassemblement national...

Quant aux Verts, ils passeraient de 52 à 71. En début de soirée, l'Ecolo Philippe Lamberts confiait que son résultat rêvé pour le groupe qu'il préside était à 70 sièges...

### Ménage à trois

Chef de file des libéraux au Parlement européen, Guy Verhofstadt s'est évidemment réjoui de ce que pour la première fois de son histoire, « le PPE et les

sociaux-démocrates n'auront plus la majorité à eux deux ». Cela implique que la coalition qui devra être constituée devra nécessairement être renforcée au moins par une troisième force politique. Et la coalition qui semble a priori la plus faisable et la plus stable serait une coalition à trois, où le PPE et les sociaux-démocrates du S&D convoqueraient avec l'ALDE-Renaissance : ce ménage à trois atteindrait une majorité confortable de 432 sièges.

Udo Bullman, le chef du groupe S&D, voulait toutefois continuer à croire à la possibilité d'une « majorité de progrès » qui pourrait porter à la présidence de la Commission son chef de file, le Néerlandais Frans Timmermans, actuel numéro deux de l'exécutif européen. En l'occurrence : pareille coalition « de Tsipras à Macron », engloberait la Gauche unitaire (dont le PTB belge !), les sociaux-démocrates, les Verts et l'ALDE-Renaissance. Mais outre le fait que cet attelage paraît très hétéroclite, il bute sur l'arithmétique : cette coalition nat-

teindrait que 362 sièges, soit 14 de moins que la majorité absolue nécessaire... Par ailleurs, les deux actuels coprésidents des Verts au PE, l'Allemande Ska Keller, et le Belge Philippe Lamberts le répétaient dans toutes les langues : « Sans changement mesurable et vérifiable dans le programme politique, ce sera sans nous ! »

Un enseignement global de ce scrutin aura par contre réjoui tous les partis pro-européens, de la gauche à la droite classique : pour la première fois depuis 1999, le taux de participation à l'échelle de l'ensemble de l'Union n'a pas chuté, mais est remonté : sur les 27 États membres, compte non tenu du Royaume-Uni, 51 % des Européens se seraient déplacés vers les bureaux de vote. Avec le Royaume-Uni, ce chiffre se situerait entre 49 et 52 %. Il y a cinq ans, ils n'avaient été que 42,6 % à participer à cette élection. Et il faut remonter aux élections de 1994, où il avait été de 56 %, pour retrouver un taux de participation supérieur à celui de ce dimanche.

### Brexit : des recours envisagés pour les citoyens privés de vote

Les associations représentant les citoyens européens au Royaume-Uni (the3million) et britanniques dans l'UE (British in Europe) envisagent des recours juridiques, après que des milliers de citoyens se sont vus refuser le vote aux élections européennes, le 23 mai. Un crowdfunding a été lancé ce samedi après-midi pour financer ces poursuites. Les deux associations estiment à plusieurs milliers le nombre de citoyens étant arrivés au bureau de vote pour constater que leur nom avait été biffé à cause de leur nationalité. Le quotidien britannique *The Guardian* dit avoir de son côté recueilli grosso modo mille témoignages allant dans ce sens. « Cela montre un échec systématique du gouvernement britannique et de la commission électorale, alors que the3million les a

avertis avant les élections des problèmes rencontrés par les citoyens européens, mais aucune action n'a été prise pour réduire ces risques », déplorent les associations dans un communiqué. E.L.R

### Espagne : Puigdemont élu

Le droitier Carles Puigdemont a remporté la bataille électorale du camp des indépendantistes avec 28 % des voix face à son opposant de gauche Oriol Junqueras qui empoche 19,5 %. Le hic : Carles Puigdemont est toujours officiellement recherché par la justice en Espagne. Or, s'il veut pouvoir siéger à Bruxelles, un député européen doit d'abord passer par la case Madrid... pour récupérer la documentation administrative nécessaire. Puigdemont s'abrite sous l'immunité que lui conférerait son statut d'eurodéputé, Madrid lui répond que sans les fameux papiers, l'immunité n'est pas applicable. Bref, en Espagne, le serpent se mord toujours la queue. M.B.N

### France : une veste pour les gilets jaunes

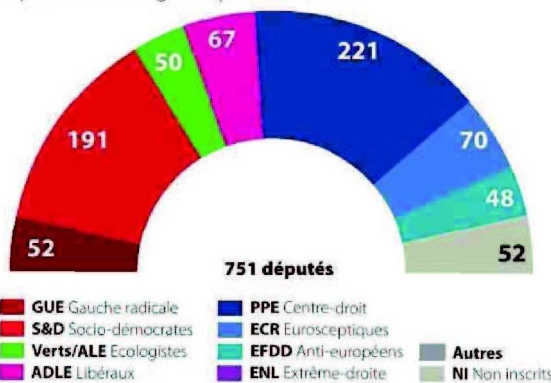
Les « gilets jaunes » n'ont pas réussi à mobiliser dans les urnes. Les deux listes du mouvement de contestation sociale, ont recueilli à peine 1 % des suffrages ce dimanche, selon les premières estimations. « Alliance jaune », menée par le chanteur Francis Lalanne, a remporté environ 0,5 % et « Evolution citoyenne », avec à sa tête Christophe Chalençon, moins de 0,5 % des voix lors de ce scrutin européen, loin des 5 % nécessaires pour envoyer des élus au Parlement européen. AFP

**Le parlement européen 2019**

Estimation des sièges (résultats à 22 h 57)  
Estimations de 15 pays



Répartition des sièges du parlement 2014

**La participation en hausse**

En dépit d'une piètre campagne, l'enjeu européen aura donc été perçu comme important par les électeurs. Les taux de participation pour les élections européennes sont « les plus élevés en 20 ans », avec une estimation de 51 % pour les 27 pays de l'UE, sans le Royaume-Uni, a annoncé ce dimanche le Parlement européen. Le taux de participation affiné, en incluant le Royaume-Uni, pourrait se situer entre 49 et 52 %, a indiqué le porte-parole du Parlement Jaume Duch. De fortes hausses, supérieures à 10 points de pourcentage, ont été enregistrées en Espagne, en Hongrie, en Roumanie, en Pologne, selon les estimations. La participation est également en hausse en Allemagne et en France. « Pendant des décennies, j'ai entendu des journalistes, des politiques dire que l'Europe n'est pas populaire, que la participation est en baisse (...). Aujourd'hui, l'Europe est de retour, l'Europe est populaire » s'est réjoui Guy Verhofstadt. M.BN



# La droite radicale populiste maintient le cap

Selon les premières projections, l'extrême droite se maintient globalement et enregistre de sérieuses avancées dans certains pays.

**MARINE BUISSON**

Une déferlante populiste ? Certainement pas. Mais des gains loin d'être anecdotiques pour la droite radicale populiste européenne. Avec des nuances en fonction des pays qui sont plus révélatrices que le résultat général. Selon les projections communiquées par le Parlement européen, le groupe Europe des nations et des libertés (ENL), groupe auquel appartiennent notamment la Ligue de Salvini, le Rassemblement national de Le Pen, le FPÖ du déchu Strache, le Vlaams Belang, les Allemands de l'AfD et le Parti pour la liberté de Wilders, obtiendrait 57 sièges. À l'heure d'écrire ces lignes, les résultats des Italiens – cruciaux pour avoir un panorama correct au niveau de la droite radicale populiste – étaient toutefois inconnus.

Cette vaste coalition de forces menée par Matteo Salvini, qui espérait se frayer un chemin jusqu'au Parlement, marque donc des points dans la plupart des pays. En France, le Rassemblement national arrive en tête avec 23,4 % de voix, en Allemagne, l'AfD d'extrême droite atteint son objectif avec 10,8 % (7,1 % en 2014).

En Italie, où les bureaux fermaient à 23 heures, les sondages des derniers jours donnaient également la Ligue de Matteo Salvini au-dessus des 35 % d'intentions de vote. Quel que soit son résultat, la Ligue deviendrait, sauf bouleversement de dernière minute, le premier parti du pays. Et aura réussi à capitaliser sur son temps à la tête du pays.

Dans treize pays, les partis de droite radicale populiste gagnent du terrain : en Allemagne (AfD), en Estonie (EKRE), aux Pays-Bas (FvD), en Hongrie (Fidesz), en Italie (Ligue) en Slovaquie (SNS), en Croatie (NHR), en Pologne (PiS), en Suède (SD), au Royaume-Uni (UKIP/Brexit Party), en Belgique (Vlaams Belang), en Bulgarie (Volya) et en Espagne (Vox).

En Slovaquie, le SNS se maintient alors qu'en Bulgarie (Ataka), au Danemark (PP), en Autriche (FPÖ), en Hongrie (Jobbik), aux Pays-Bas (PVV), en France (Rassemblement national) et en Grèce (Aube dorée), les partis d'extrême droite chutent. Le Parti populaire danois encaisse une perte de 50 % de ses voix comparé au scrutin de 2014. Le FPÖ, s'il se maintient au même niveau que pour le scrutin européen précédent, a beaucoup souffert du scandale qui a forcé Strache à démissionner puisqu'en comparaison avec les élections de 2017, un tiers de ses électeurs lui a tourné le dos.

« Globalement, toutes ces forces gagnent du terrain », analyse le politologue Cas Mudde, spécialisé dans les mouvements populistes et l'extrémisme de droite. « Mais leurs avancées sont modestes. »

**Le Fidesz balaye tout**

**sur son passage**

L'incroyable résultat à noter à l'heure d'écrire ces lignes nous vient de Hongrie. Selon les dernières estimations, le parti souverainiste de Viktor Orban arriverait largement en tête, crédité d'une victoire écrasante avec 56 % des suffrages, devançant de plus de 45 points l'opposition de centre-gauche et d'extrême droite. Il améliore encore son score par rapport aux élections européennes de 2014 (51 %) et distance très largement le parti d'extrême droite classique Jobbik, en recul à 9 % des suffrages.

Suspendu par le Parti populaire européen (PPE, droite) en raison de ses attaques contre Bruxelles, le dirigeant souverainiste entend jouer un rôle majeur dans la recomposition de la droite européenne et a multiplié les contacts avec Matteo Salvini, le FPÖ autrichien et le PiS polonais. Il n'exclut pas de claquer la porte du PPE si la droite modérée refuse de s'allier aux « partis patriotiques de droite » à l'issue du scrutin. Ce dimanche matin, il déclarait, en marge de son déplacement dans l'isolement, que son modèle était l'Italie.

Des responsables à Bruxelles redoutaient qu'ils puissent gagner jusqu'à 200 des 751 sièges, emmenés par Salvini et Marine Le Pen dont le candidat, Jordan Bardella, a aussitôt appelé à la « constitution d'un groupe puissant » au Parlement européen. Matteo Salvini parviendra-t-il à amadouer Viktor Orban en gardant Marine Le Pen ? Se lancera-t-il dans la création d'un groupe sans le mouvement français ? In fine, le poids de la droite radicale populiste dans ce nouveau Parlement dépendra des alliances qui se noueront dans les prochains jours entre les grands gagnants du scrutin.

## France Macron relativise, les Verts surgissent

**JOËLLE MESKENS**

ENVOYÉE PERMANENTE À PARIS

C'est l'enjeu qu'il s'était lui-même fixé. Battre le Rassemblement national de Marine Le Pen. Gagner le combat des progressistes contre les populistes. Et trouver ainsi un double élan : au plan européen et au plan national pour entamer l'acte 2 de son quinquennat.

Emmanuel Macron a perdu son pari. La liste Renaissance (LREM et MoDem), emmenée par l'ancienne ministre Nathalie Loiseau, s'incline de-

vant celle conduite pour l'extrême droite par le jeune Jordan Bardella : 22,5 % contre 23,7 %, selon les résultats en milieu de soirée. Le parti de Marine Le Pen ne réitère cependant pas son score de 2014 (24,9 % à l'époque).

En s'investissant personnellement dans la campagne, le président n'a pas su empêcher la défaite annoncée, même si l'abstention a été moindre que redoutée. Mais ses soutiens relativisent ce revers en parlant d'un score « honorable » et d'un total favorable aux voix pro-européennes. Les premières estimations laissaient, il est vrai, redouter

une claque plus cinglante. L'Élysée n'entend pas dévier de son cap. Le Premier ministre Édouard Philippe a

d'ailleurs fait taire, dès ce dimanche soir, les rumeurs sur son départ de Matignon. « Dès demain, je serai à pied d'œuvre », a-t-il assuré, alors que l'hypothèse d'un remaniement était régulièrement évoquée.

Pour Marine Le Pen, la pole position permet d'éloigner le souvenir du débat raté d'il y a deux ans, avant le deuxième tour de la présidentielle. Elle redonne à son camp le sentiment qu'elle peut être

un cheval gagnant. Elle a d'ailleurs invité les « patriotes » à rejoindre son mouvement pour les prochaines élections, notamment les municipales de 2020.

#### Jadot s'impose à gauche

Contre toute attente, les Verts ont surgi à la troisième place. La liste conduite par Yannick Jadot obtient 13,1 %. « On ne peut pas se résoudre à voir l'extrême droite devenir une option crédible de conquête du pouvoir », a réagi l'écolo-

giste, regrettant un débat « rétréci à la seule France ». Jadot s'impose dans un paysage de gauche au sein duquel il n'était, jusqu'ici, qu'une force d'appoint. Car la France insoumise, qui croyait s'imposer pour proposer une nouvelle « fédération populaire », s'effondre à 6,6 %. Loin du score de Jean-Luc Mélenchon à la dernière présidentielle (19 %). La liste des Insoumis, conduite par Manon Aubry, finit ex æquo avec celle du PS emmenée par Raphaël Glucksmann. « La gauche n'est pas

morte », veut croire l'essayiste qui note que si l'on additionnait les voix des uns et des autres, son camp serait en tête.

L'autre surprise de la soirée est venue de l'effondrement de la droite. François-Xavier Bellamy ne finit que quatrième, avec 8,4 % à peine. Le philosophe ultraconservateur avait pourtant été perçu comme la « révélation de la campagne » et les derniers sondages le créditaient de 13 %. C'est un échec cuisant pour celui qui l'avait choisi. Laurent Wauquiez aura bien du mal à se maintenir à la tête de LR.

## Allemagne un triomphe des écologistes

**CHRISTOPHE BOURDOISEAU**  
CORRESPONDANT À BERLIN

Il n'y a qu'un seul gagnant ce dimanche en Allemagne : les écologistes. Selon les estimations, avec près de 21 % des voix, les « Grünen » ont doublé leur score par rapport à 2014 et s'affirment désormais comme la deuxième force politique en Allemagne. Les sociaux-démocrates, eux, s'effondrent (moins de 16 %).

Les écologistes ont réussi à récupérer plus d'un million d'électeurs chez les sociaux-démocrates (SPD) et plus d'un million au parti de Merkel (CDU). Ces deux grands partis traditionnels semblent avoir raté leur campagne sur le thème de l'urgence climatique. « C'était pourtant la première fois que cela jouait un rôle aussi important dans une élection », s'est félicité Robert Habeck, le chef des Verts allemands. L'environnement était la principale préoccupation des Allemands, bien avant la politique migratoire. Ce qui explique que l'extrême-droite n'a pas réussi à améliorer son score des élections fédérales de 2017 (12,6 %). L'AfD (Alternative pour l'Allemagne) a tout juste dépassé les 10 % (+3,5 % par rapport à 2014) dans ce scrutin marqué par un éclatement de l'électorat et une hausse de la participation.

#### Coup de massue pour le SPD

Le SPD, allié d'Angela Merkel à Berlin, a vécu un désastre (score réduit de moitié). Le maintien de sa présidente, Andrea Nahles, est sérieusement remis en cause. Les rumeurs de putsch avaient

déjà agité le tout-Berlin pendant la campagne. Sa position de cheffe de la gauche allemande est d'autant plus fragilisée que le SPD a perdu hier la ville de Brême qu'il dirigeait depuis 72 ans. Personne n' imagine qu'elle puisse survivre

à cette deuxième défaite ce dimanche, encore plus symbolique que les Européennes. « Ce résultat ne pourra pas rester sans conséquences », a d'ailleurs prévu Lars Klingbeil, le secrétaire général du parti.

Le départ d'Andrea Nahles fragiliserait la « grande coalition », l'alliance mal-aimée à Berlin entre les conservateurs d'Angela Merkel et des sociaux-démocrates. « Cela devrait conduire à une redistribution des cartes dans le paysage politique et à une nouvelle rébellion de la base militante du SPD qui souhaite une sortie du gouvernement », confirme Gerd Mielke, politologue à l'université de Mayence. Les spéculations sur la succession anticipée de Merkel avant la fin de la législature devraient reprendre. Annegret Kramp-Karrenbauer, la nouvelle présidente du Parti chrétien-démocrate (CDU), attend son heure impatientement. Quant à Manfred Weber (CSU), candidat des conservateurs, il semble affaibli dans la course à la présidence de la Commission européenne, d'autant qu'il a perdu le soutien du président français, Emmanuel Macron. Une crise politique à Berlin peut être évitée. Aucun des partenaires de la « grande coalition » n'a intérêt à provoquer des élections anticipées. Et, une grande majorité d'Allemands souhaite paradoxalement que Merkel reste jusqu'à la fin de son mandat en 2021.

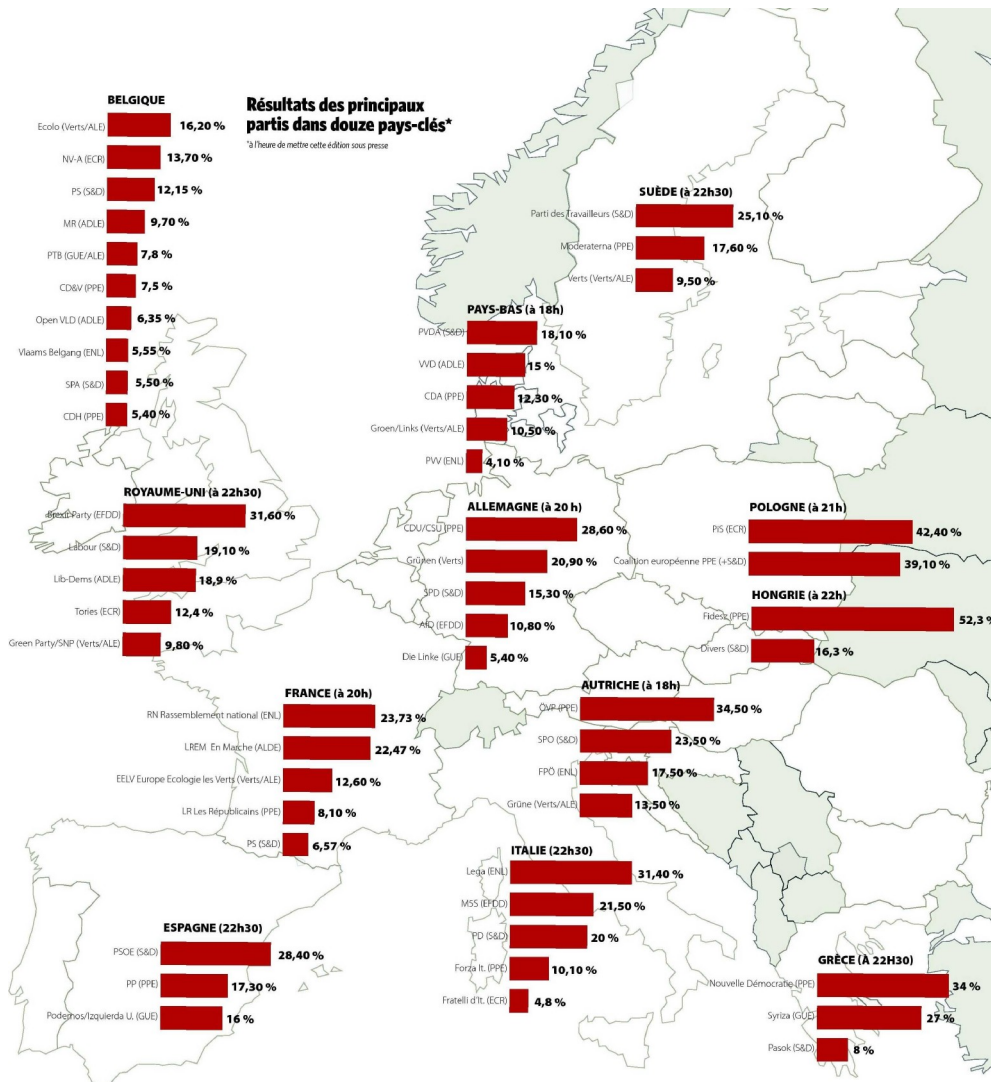
## Belgique Encore des hypothèses

ÉLODIE LAMER

Les résultats belges se faisaient attendre, pour l'élection des 21 députés européens auxquels notre pays a droit. Selon des extrapolations réalisées au Parlement européen, basées sur les résultats (partiels) belges aux fédérales (et en se basant sur l'idée que les Belges ont voté pour les mêmes partis aux Européennes), il semblerait que le PTB ferait son entrée au Parlement européen avec un élu. C'est à prendre avec une extrême prudence, donc, mais selon ces extrapolations, les Verts/ALE gagneraient un élu, probablement, donc un second Ecolo, aux côtés de Philippe Lamberts, actuel co-président du groupe. Ce dernier s'est réjoui des résultats partiels des écologistes en Europe, estimant que les électeurs leur avaient « donné un levier » pour pousser une Europe « plus juste, plus durable et plus démocratique ». « Comptez sur nous ! », a-t-il dit devant les correspondants étrangers au siège du PE à Bruxelles, ajoutant tout de même que « changer l'Europe à la marge » se ferait sans les Verts.

Le groupe du Parti Populaire euro-

péen (PPE), représenté dans la législature 2014-2019 par le CDH Claude Rolin, les CD&V Ivo Belet et Tom Vandenkendelaere et le CSP (germanophone) Pascal Arimont, perdrait un élu. Il s'agirait apparemment du CSP, qui laisserait sa place, pour la communauté germanophone à un « non inscrit » (c'est-à-dire non affilié à un groupe politique au Parlement européen) du ProDG. Le CDH conserverait donc potentiellement son siège. Pour rappel, sa tête de liste aux Européennes n'était autre que son ancien président Benoît Lutgen. Les socialistes et démocrates (S&D) perdraient également un élu belge. Dans la législature précédente, ils en avaient trois : Marie Arena, seconde sur la liste, Hugues Bayet, pas candidat, et Marc Tarabella, 1<sup>er</sup> suppléant garanti de prendre la place de Paul Magnette, la tête de liste du parti qui avait annoncé d'emblée qu'il ne siégerait pas. Les libéraux et démocrates de l'ALDE, dont le chef de groupe est le Belge Guy Verhofstadt, perdraient deux élus sur six. La N-VA conserverait ses quatre sièges et le Vlaams Belang gagnerait un élu.



# Syriza, un vote sanction contre le parti au pouvoir

Ce 26 mai avait en Grèce une valeur particulière : trois scrutins se déroulaient le même jour. Ils se soldent par un camouflet pour Syriza.

**FABIEN PERRIER**  
CORRESPONDANT À ATHÈNES

**A**mbiance morose pour la gauche grecque, satisfaction contenue pour la droite. Au soir du 26 mai, les résultats électoraux donnent les conservateurs de Nouvelle Démocratie, menée par Kyriakos Mitsotakis, en tête des européennes et aux régionales, et en deuxième position, Syriza, le parti de la gauche grecque avec le Premier ministre Alexis Tsipras comme tête de file. Alexis Tsipras a immédiatement tiré les leçons de cet échec : il a expliqué qu'il allait annoncer la démission de son gouvernement après le second tour des élections régionales et municipales le 2 juin. Des élections législatives devraient donc avoir lieu dans le mois qui suit, probablement le 30 juin.

Comment le gouvernement grec en est-il arrivé à cette situation ? Hier, 10 millions de Grecs, inscrits sur les listes électorales, étaient appelés aux urnes pour les premières depuis septembre 2015. Après la signature du troisième mémorandum, le fusil sur la tempe, Alexis Tsipras avait alors convoqué des élections anticipées pour faire valider sa stratégie par les citoyens. Lui et son parti avaient remporté le scrutin. Syriza, coalition de la gauche radicale transformée en parti en 2013, semblait avoir maintenu sa cote de confiance même si les négociations avec les dirigeants européens, au premier semestre 2015, s'étaient soldées par un échec.

Cette confiance avait été gagnée au fur et à mesure que la crise s'accroissait dans le pays. Dans un contexte d'instabilité gouvernementale, de crise économique, sociale, et démocratique, la coalition de la gauche radicale Syriza avait défrayé la chronique en arrivant en seconde position par deux fois

lors des élections législatives de mai puis de juin 2012. En 2014, la gauche a le vent en poupe. En recueillant 26,6 % des voix, Syriza prenait 6 des 21 sièges dont la Grèce dispose au Parlement européen, et Nouvelle Démocratie, avec 22,7 % des voix, en obtenait 5. Mais surtout, Syriza s'implantait localement, le symbole le plus évident étant la prise de la région Attique, qui concentre un tiers de la population grecque, par Rena Dourou. Selon les premières estimations - qui doivent être prises avec précaution, elle essuierait une déculottée : la présidente de la région Attique récolterait 15 points de moins que son opposant de droite. La campagne a été certes féroc. Les opposants à la présidente de région n'ont eu de cesse de la renvoyer à une « gestion catastrophique » des incendies qui ont ravagé l'Attique cet été. Quant à sa réponse, selon laquelle la situation est le résultat de nombreuses années de laisser-faire et de clientélisme, elle n'a pas convaincu l'électorat.

Mais le symbole dépasse cette fois la seule Attique. Dans la plupart des régions, la droite est en première position, et les néo-nazis d'Aube Dorée arrivent en troisième. La droite caracole en tête en Macédoine. ND récolte ainsi plus de 60 % en Macédoine centrale, où Syriza n'obtient que 11 %, et dans les autres régions du Nord, la droite se situe à environ 50 % quand Syriza récolte environ 25 % des votes. Pour Yannis Androutsidakis, journaliste à la radio Kokkino, proche du parti au gouvernement, « Syriza a subi une défaite cuisante, écrasé par le nationalisme. » En effet, dans le reste du pays, l'écart entre ND et Syriza est beaucoup plus faible. Il semble donc que l'accord de Prespes n'a pas été digéré par la population. Cet accord, signé en début d'année 2019, mettait fin à un conflit de près de 30 ans notamment en trouvant un terrain d'entente sur le nom du pays frontalier, République de Macédoine du Nord. ND a fait campagne contre cet accord... tout en reconnaissant qu'il ne reviendrait pas dessus. « C'est cette politique anti-nationaliste qui a fait passer la société massivement à droite », analyse ainsi Yannis Androutsidakis.

Dans la plupart des régions,

la droite est en première position, et les néo-nazis d'Aube Dorée arrivent en troisième

Ce regain de nationalisme se mesure aussi par les scores constants des partis de gauche. Ni les scissions de Syriza (Unité Populaire de Panayotis Lafazani, ou Cap vers la liberté, de Zoé Konstantopoulou) ne franchissent la barre des 3 % aux européennes, ou aux régionales. Si le constat d'un vote sanction s'impose, c'est donc d'abord une sanction contre la politique de règlement de conflit et non contre la politique économique menée par ce gouvernement dans les faibles marges de manœuvre dont il dispose.

## Sous le signe de Tsipras

Ce dimanche, les élections en Grèce avaient des allures d'élections générales. Les Grecs votaient pour les Européennes, les régionales, les municipales. Trois scrutins, mais un homme s'est mis en première ligne en ratissant les villes et les îles du pays : le Premier ministre, Alexis Tsipras.

Dans ses nombreux meetings, le quarantenaire, aux manettes depuis 2015, a multiplié les interventions... et les promesses. Ce jeudi, dans une interview à la chaîne de télévision Star, Tsipras a promis d'augmenter de 50 euros toutes les retraites. À Thessalonique, ce mercredi, il a énuméré les travaux effectués depuis 2015 au bénéfice de la ville du nord, dont le métro et les axes routier et ferroviaire entre Athènes et Thessalonique. Il a défendu l'accord de Prespes, mettant un terme à 30 ans de différends avec la République de Macédoine du Nord. Régulièrement, il a aussi rappelé que son gouvernement a légiféré sur des droits sociaux comme la loi sur la citoyenneté grecque pour les enfants nés en Grèce, le pacte de vie commune pour les personnes du même sexe ou encore l'adoption pour les couples LGBT.

En se mettant en première ligne pour ce premier test électoral depuis septembre 2015, Alexis Tsipras a-t-il tenté un énième tour de force politique dont il est habitué ? Le leader de la gauche grecque espérait, en tout cas, que les indécis penchent en sa faveur au détriment de Kyriakos Mitsotakis, son opposant de Nouvelle Démocratie (ND). Tsipras a d'ailleurs qualifié l'homme fort de ND de tenant de « l'ancien système ». Il a même répété qu'un vote pour la droite « signifiera l'annulation de toutes les mesures positives » prises par son gouvernement. Mais, dans un pays usé par dix années de crise économique et sociale, auquel les dirigeants ont refusé une renégociation de la dette qui pèse sur les finances publiques, ces arguments ne semblent pas avoir convaincu, a priori. En s'exposant, Alexis Tsipras a pris le risque d'un vote sanction et de n'avoir comme seule issue que la convocation d'élections législatives anticipées. F.P.R.